



PAGES JAUNES LIMITÉE

NOTICE ANNUELLE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Le 26 mars 2019

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES	1
STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ.....	3
Dénomination, adresse et constitution	3
Liens intersociétés.....	4
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS.....	4
Historique de Pages Jaunes Limitée.....	4
ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ	5
Nos activités	5
Notes	9
Installations.....	10
Responsabilité sociale de l'entreprise et environnement.....	10
Gouvernance d'entreprise	11
Poursuites et application de la loi.....	11
STRUCTURE DU CAPITAL.....	11
DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS.....	15
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	16
RISQUES ET INCERTITUDES.....	18
AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES.....	23
ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS DE PAGES JAUNES	23
Administrateurs.....	23
Dirigeants.....	26
Participation dans la Société	27
Interdictions d'opérations, faillites, pénalités ou sanctions.....	27
Conflits d'intérêts	28
INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT.....	28
Charte du comité d'audit.....	28
Composition du comité d'audit	28
Formation et expérience pertinentes	28
Encadrement du comité d'audit.....	29
Principal auditeur.....	29
Politiques d'approbation	29
Honoraires de l'auditeur externe	30
INTÉRÊTS DES EXPERTS	30
MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES	30
CONTRATS IMPORTANTS.....	30
AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	31
ANNEXE A	32

NOTES EXPLICATIVES

Les renseignements contenus dans la présente notice annuelle sont présentés au 31 décembre 2018, sauf indication contraire.

Sauf indication contraire ou si le contexte ne s'y prête pas, dans les présentes, la « Société » ou « Pages Jaunes » s'entend de Pages Jaunes Limitée et/ou de ses filiales directes et indirectes et ses sociétés précédentes. « PJ » s'entend de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Sauf indication contraire, les sommes d'argent sont exprimées en dollars canadiens et le symbole « \$ » désigne le dollar canadien.

Information prospective

La présente notice annuelle comprend des déclarations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure de recruter et de garder à notre service du personnel clé qui occupera des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir les produits et services dont nos clients ont besoin et qui amélioreront les produits d'exploitation moyens par client.
- La baisse des produits d'exploitation tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du segment PJ ne diminueront pas significativement par rapport aux niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de toute baisse des produits d'exploitation.
- L'exposition au risque de change découlant des opérations libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans la présente notice annuelle, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables, éventuellement employés au futur ou au conditionnel. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date de la présente notice annuelle. La Société ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives ou à les modifier en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sauf si les lois sur les valeurs mobilières l'y obligent. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer considérablement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière,

y compris les facteurs de risque suivants dont il est question à la rubrique « Risques et incertitudes » de la présente notice annuelle :

- incapacité de la Société de stabiliser ou d'accroître ses produits d'exploitation et sa clientèle et incapacité d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits;
- réduction de la part du marché de la Société en raison d'une forte concurrence;
- diminution plus marquée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs;
- incapacité de la Société d'améliorer et d'étendre sa gamme de produits de marketing et de médias numériques;
- incapacité de la Société d'établir les relations et de fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients;
- ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société;
- proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faibles marges, comme les services et la revente;
- incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser du personnel clé;
- incapacité de la Société de préserver l'utilisation de ses médias numériques, ce qui pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités, vu la dépendance de ses activités aux médias mobiles et en ligne;
- incapacité de la Société ou des sociétés de télécommunications partenaires de s'acquitter des obligations qui leur incombent aux termes des conventions qu'elles ont conclues;
- arrêts de travail et autres perturbations du travail;
- contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal;
- perte de relations clés ou changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche;
- panne des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société;
- incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunts ou par actions ou d'opérations de refinancement;
- augmentation des cotisations de la Société à ses régimes de retraite.

D'autres risques et incertitudes dont la direction n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle ne juge pas importants pour l'instant pourraient également avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Bien que les déclarations prospectives contenues dans la présente notice annuelle soient fondées sur des hypothèses que la direction de la Société estime raisonnables, la Société ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels seront conformes aux déclarations prospectives et avise les lecteurs qu'il ne faut pas s'y fier indûment. Ces déclarations prospectives sont présentées en date de la présente notice annuelle, et la Société n'a pas l'intention de les mettre à jour, elle ne s'engage aucunement à le faire ni à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent. Les déclarations prospectives figurant dans la présente notice annuelle sont présentées expressément sous réserve de la présente mise en garde.

Mesures non définies par les IFRS

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et l'information financière qui figure dans le rapport de gestion (le « rapport de gestion ») provient de ces états financiers

consolidés. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de la Société sont affichés sur SEDAR, à www.sedar.com et sur le site Web de la Société, à <https://entreprise.pj.ca>.

La présente notice annuelle mentionne certaines mesures non définies par les IFRS. Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information additionnelle en complément des mesures définies par les IFRS, de manière à favoriser une compréhension approfondie des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée pas plus qu'elles ne remplacent une analyse de l'information financière de la Société présentée selon les IFRS. La Société utilise des mesures non définies par les IFRS en vue de fournir aux investisseurs des mesures supplémentaires du rendement d'exploitation de la Société. La Société est d'avis que les mesures non définies par les IFRS constituent des mesures additionnelles importantes du rendement d'exploitation, car elles éliminent les éléments qui ont moins d'incidence sur le rendement d'exploitation de la Société, ce qui fait donc ressortir les tendances de ses principales activités qui pourraient ne pas être apparentes autrement, lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières définies par les IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non définies par les IFRS dans leur évaluation des émetteurs, qui sont nombreux à présenter leurs résultats à l'aide de mesures semblables. La direction utilise aussi des mesures non définies par les IFRS afin de faciliter les comparaisons du rendement d'exploitation d'une période à l'autre, d'établir les budgets d'exploitation annuels et d'évaluer sa capacité à satisfaire ses besoins futurs en matière de service de la dette, de dépenses d'investissement et de fonds de roulement. Comme d'autres sociétés peuvent calculer différemment ces mesures non définies par les IFRS, ces paramètres ne sont pas comparables aux mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés. Se reporter au rapport de gestion de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, affiché sur SEDAR, à www.sedar.com et sur le site Web de la Société, à <https://entreprise.pj.ca>, pour consulter les définitions.

Données sur le marché et l'industrie

Les données sur le marché et l'industrie que présente la Société dans la présente notice annuelle proviennent d'enquêtes internes, de renseignements fournis par des tiers et d'estimations de la direction. Même si la Société croit que ses enquêtes internes, les renseignements de tiers et les estimations de la direction sont fiables, elle ne les a pas vérifiés, et ils n'ont pas été vérifiés par des sources indépendantes et la Société ne peut pas garantir que les renseignements figurant sur les sites Web de tiers sont à jour. La Société n'a connaissance d'aucune déclaration fautive ou trompeuse dans les données sur le marché et l'industrie présentées dans la présente notice annuelle, mais ces données sont exposées à des risques et des incertitudes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, notamment ceux dont il est question aux rubriques « Information prospective » et « Risques et incertitudes ». La Société ne fait aucune déclaration quant à l'exactitude de ces renseignements.

STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination, adresse et constitution

La Société a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA ») le 25 octobre 2012 sous la dénomination 8254320 Canada Inc. Le 20 décembre 2012, la Société a conclu un plan d'arrangement en vertu de la LCSA avec, entre autres entités, Yellow Média inc. (renommée Financement YPG inc. en application du plan d'arrangement) et a remplacé sa dénomination par Yellow Média Limitée. Le 31 décembre 2014, Yellow Média Limitée a été renommée Pages Jaunes Limitée par suite d'une fusion verticale simplifiée avec sa filiale en propriété exclusive nouvellement créée, Pages Jaunes Limitée.

Le 1^{er} janvier 2015, Groupe Pages Jaunes Corp. et Financement YPG inc. ont réalisé une fusion verticale simplifiée pour former Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

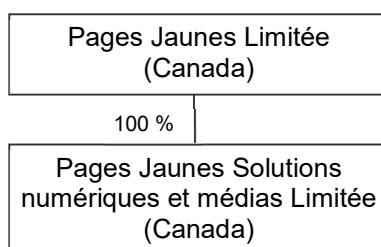
Le 1^{er} octobre 2018, Pages Jaunes Habitations Limitée, 9778748 Canada Inc. et Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée ont fusionné pour former Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée dans le cadre d'une fusion verticale simplifiée.

Le 1^{er} janvier 2019, Publicité Juice DMS Limitée et Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée ont fusionné pour former Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée dans le cadre d'une fusion verticale simplifiée.

Pages Jaunes Limitée est la société mère de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Le siège social et principal établissement de Pages Jaunes Limitée est situé au 1751, rue Richardson, Montréal (Québec) Canada, H3K 1G6.

Liens intersociétés

L'organigramme suivant présente les liens entre la Société et sa principale filiale à la date des présentes :



Certaines filiales de la Société, chacune représentant au plus 10 % des actifs consolidés et au plus 10 % des produits consolidés de la Société, et qui ne représentaient collectivement pas plus de 20 % des actifs totaux consolidés et des produits consolidés de la Société à la date des présentes, ont été omises de l'organigramme.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

Historique de Pages Jaunes Limitée

Les paragraphes qui suivent décrivent l'évolution des activités de la Société au fil des années.

Le premier annuaire imprimé de Pages Jaunes a été publié par l'un de ses prédécesseurs en 1908. L'entreprise a été exploitée comme une division de Bell Canada jusqu'en 1971, année où la Société a été constituée en filiale en propriété exclusive de Bell Canada. En novembre 2002, des membres du groupe de Bell ont vendu l'entreprise à un groupe de capital-investisseurs et la Société s'est inscrite en bourse en 2003.

De 2005 à 2010, la Société a réalisé un certain nombre d'acquisitions qui l'ont grandement aidée à étendre sa présence au-delà du Québec et de l'Ontario dans l'ensemble des provinces et des territoires du Canada, et qui lui ont procuré une plateforme nationale d'où offrir ses produits et services.

En mars 2016, la Société a acquis les actifs nets consolidés d'Oriole Media Corp. (exerçant ses activités sous la dénomination JUICE Mobile (« JUICE »)), entreprise de technologie publicitaire de premier plan dont les plateformes programmatiques exclusives facilitent l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les éditeurs.

En 2018, la Société s'est dessaisie des membres de son groupe non synergétiques ou non rentables suivants :

- En mai, la Société a vendu la totalité ou la quasi-totalité des actifs de Western Media Group.
- En juin, la Société a vendu la totalité ou la quasi-totalité des actifs de Totem.
- En juillet, elle a vendu toutes les actions de ComFree/DuProprio Network et la totalité ou la quasi-totalité des actifs de Pages Jaunes Habitations Limitée.
- En août, la Société a vendu la totalité ou la quasi-totalité des actifs de ReFlagdeals.com;
- En décembre, la Société a vendu la totalité ou la quasi-totalité des actifs de Publicité Juice DMS Limitée;
- la liquidation de la division Mediative de la Société a commencé en novembre et s'est terminée en janvier 2019.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Nos activités

Pages Jaunes, qui est un fournisseur canadien de premier plan de médias numériques et de solutions marketing au Canada, offre aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients des outils personnalisés qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a exercé des activités dans quatre segments : i) le segment PJ; ii) le segment Agence; iii) le segment Immobilier et iv) le segment Autre.

Pages Jaunes, agissant par l'intermédiaire de son segment PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques PJ, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. L'effectif de vente de PJ, qui compte plus de 300 professionnels, offre cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 188 000 PME. Ce segment comprenait les activités de RedFlagDeals.com^{MC}, principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, de promotions, de bons de réductions et de rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018.

Le segment Agence offrait des solutions de marketing dont la portée s'étend au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Le segment Agence a mis fin à ses activités par suite de la vente de Totem en date du 31 mai 2018, de la vente de Juice le 31 décembre 2018 et de la liquidation de sa division Mediative, qui s'est conclue le 31 janvier 2019. Les annonceurs nationaux sont dorénavant servis par l'équipe de vente de la Société.

Le segment Immobilier offrait aux propriétaires de maison du Canada des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves, et publie des inscriptions immobilières à l'échelle locale. Par suite de la vente de ComFree/DuProprio en date du 6 juillet 2018 et de Page Jaunes Immobilier en date du 23 juillet 2018, la Société s'est dessaisie de la totalité des activités de son segment Immobilier. Ce segment comprenait les activités de ces entreprises jusqu'à ce qu'elles soient vendues.

Le segment Autre comprend le service d'annuaire numérique 411.ca et comprenait Western Media Group jusqu'au dessaisissement de cette entreprise en date du 31 mai 2018.

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation;
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales;
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne;
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes;
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.

Pages Jaunes continue d'exploiter une importante entreprise d'annuaires imprimés et a publié, en 2018, 330 éditions d'annuaires téléphoniques imprimés. En outre, la Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de Telus, de Bell Aliant, de Bell MTS et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires qui détiennent des parts de marché de premier plan dans leurs territoires respectifs.

Employés

La Société compte approximativement 1 000 employés, dont 900 au sein de PJ, dans ses bureaux au Canada. Son équipe de conseillers en ventes est parmi les plus grandes dans le secteur des médias et des solutions de marketing numérique. Elle dispose d'un effectif de ventes de plus de 300 professionnels dévoués, qui offrent des services à ses clients partout au Canada. Cet effectif se compose de conseillers médias qui travaillent en vente directe ou en vente au téléphone. Il est divisé selon les catégories particulières de clients, ce qui permet une relation privilégiée avec chaque client.

Certains conseillers médias ainsi que certains employés de bureau de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec, soit environ 35 % de l'effectif de la Société, sont syndiqués. Le tableau suivant indique les syndicats représentant les employés de PJ syndiqués, le statut des conventions collectives en vigueur ainsi que le nombre d'employés représenté par chaque syndicat au 26 mars 2019 :

Syndicat	Unité de négociation	Emplacement	Date d'expiration	Nombre d'employés
Syndicat des employées et employés professionnels(les) et de bureau	Section locale 574(C) du SEPB	Employés de bureau du Québec	31 mars 2019	146
Syndicat des employées et employés professionnels(les) et de bureau	Section locale 574 du SEPB	Conseillers médias du Québec	31 décembre 2021	71

Syndicat	Unité de négociation	Emplacement	Date d'expiration	Nombre d'employés
Fraternité internationale des ouvriers en électricité	Section locale 2228 de la FIOE	Conseillers médias de l'Alberta	31 décembre 2021	31
MoveUp	Section locale 378 de MoveUp	Conseillers médias de la Colombie-Britannique	31 décembre 2021	53
UNIFOR	Section locale 7	Conseillers médias d'UNIFOR du Manitoba	30 juin 2022	6
Le Syndicat canadien des employées et employés professionnel(les) et de bureau	Section locale 131 du SEPB	Conseillers médias de l'Ontario, sauf Ottawa	30 juin 2022	61
Le Syndicat canadien des employées et employés professionnels(les) et de bureau	Section locale 131 du SEPB	Conseillers médias d'Ottawa, en Ontario	31 décembre 2021	7

En 2018 et au début de 2019, des conventions collectives ont été conclues avec des syndicats de travailleurs dans chaque province où la Société emploie du personnel de vente syndiqué. Des négociations pour la reconduction de conventions sont en cours pour les employés de bureau syndiqués du Québec. La Société considère qu'elle entretient de bonnes relations avec ses employés et elle met tout en œuvre afin de maintenir une relation positive avec les syndicats.

Ventes, production et composants

Une équipe de vente, composée de conseillers médias et de membres du personnel de soutien aux ventes, sollicite les entreprises clientes canadiennes, actuelles et éventuelles, de PJ. Munie d'outils numériques et de connaissances concurrentielles du marché, l'équipe de vente de la Société est bien équipée pour présenter aux clients un ensemble des produits et services les mieux en mesure de répondre à leurs besoins vitaux de marketing. L'équipe de vente recueille généralement les renseignements sur l'entreprise du client et les transmet à l'équipe d'exécution, qui livre les produits ou fournit les services demandés.

Le cycle de vente et d'exécution des commandes de produits numériques varie en fonction du produit acheté et des objectifs de marketing précis du client. Le cycle de vente et de publication des annuaires imprimés dure environ 12 mois à compter de la date de première vente. Les annuaires de Pages Jaunes sont imprimés et distribués chaque année dans les marchés de la Société.

En 2018, la Société a commencé à confier la fourniture de produits numériques à un tiers. Presque toute la production du site Web et plus de la moitié des services de marketing par moteurs de recherche (les « MMR »), d'optimisation pour moteurs de recherche (les « OMR ») et de syndication de contenu sont maintenant gérés ou offerts par l'intermédiaire de fournisseurs de services tiers. La production et l'hébergement de vidéos haute définition et de profils sur Facebook continuent d'être gérés à l'interne.

PJ confie à un fournisseur tiers l'impression et la reliure de tous ses annuaires publiés au Canada. La matière première principale utilisée dans la fabrication d'un annuaire imprimé est le papier, dont le coût

représente moins de 2 % des produits que la Société tire des annuaires. La Société charge des tiers de distribuer ses annuaires dans la région géographique couverte par chaque annuaire.

Aux termes de conventions distinctes de facturation et de recouvrement conclues avec Bell et Telus (collectivement, les « sociétés de télécommunications partenaires »), une partie de la facture mensuelle de la Société est inscrite sur une ligne distincte dans les factures de téléphone des clients qui utilisent l'entreprise de téléphone titulaire comme fournisseur de services téléphoniques. Les sociétés de télécommunications partenaires fournissent également des services de recouvrement. Se reporter à la rubrique « Activités de la Société – Liens avec des sociétés de télécommunications ».

Les clients dont le fournisseur de services téléphoniques n'est pas la compagnie de téléphone titulaire qui achètent des produits à l'extérieur du territoire de leur compagnie de téléphone titulaire ou qui sont, après le 1^{er} novembre 2014, des utilisateurs des services de la Société, reçoivent leurs factures directement de la Société et tous les mois dans la plupart des cas. La Société facture les entrepreneurs vendeurs et les agents de commercialisation agréés (les « ACA »), qui représentent les clients au nom de la Société, au moment de la publication de l'annuaire chaque année et ceux-ci facturent leurs clients par la suite.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les produits d'exploitation tirés des produits imprimés sont comptabilisés sur livraison des annuaires imprimés plutôt que pendant la période de publication de 12 mois. Les coûts de publication sont comptabilisés au moment où les produits d'exploitation tirés des imprimés sont comptabilisés. Certains produits d'exploitation, comme les frais de conception de sites Web et de vidéos, sont comptabilisés au moment où l'obligation a été remplie.

Liens avec des sociétés de télécommunications

Pages Jaunes a conclu des conventions d'édition avec Bell, Telus, Bell Aliant et Bell MTS, dont elle édite officiellement et en exclusivité les annuaires téléphoniques. La Société a conclu des conventions de licence sans redevance trentenaires qui lui confèrent le droit d'utiliser les marques de commerce Bell (jusqu'en 2032), Telus (jusqu'en 2031), Bell Aliant (jusqu'en 2037) et Bell MTS (jusqu'en 2036) pour publier des annuaires téléphoniques imprimés et numériques sous quelque format que ce soit (sous réserve de certaines exceptions). Aux termes de ces conventions, Bell, Telus, Bell Aliant et Bell MTS ont convenu de ne pas faire concurrence à la Société dans la création, la publication, la distribution ou le marketing d'annuaires téléphoniques (sous réserve de certaines exceptions) pendant 30 ans suivant la signature de leurs conventions de licence de publication et de marque de commerce respectives. De plus, la Société a conclu des conventions de facturation et de recouvrement avec Bell (jusqu'en 2020) et Telus (jusqu'en 2031), aux termes desquelles chacune de ces entreprises offre des services de facturation et de recouvrement pour le compte de la Société, qui concernent notamment la facturation et le recouvrement des frais de publicité dans les annuaires dus par certains clients de Pages Jaunes qui sont également clients des sociétés de télécommunications partenaires.

Concurrence

La Société est concurrencée sur le marché de recherche locale, en ligne, mobile et imprimée ainsi que sur le marché des solutions de publicité.

Sur le marché de la consommation et du référencement payant, la Société est exposée à la concurrence numérique provenant de moteurs de recherche comme Google, Bing et Yahoo!. La Société est également en concurrence avec les médias qui fournissent des annonces classées, des annuaires ou des listes d'entreprises comme Apple Maps (étant donné les nombreuses applications intégrées iOS dans les appareils mobiles Apple), le réseau Google (plus précisément Google Mon Entreprise), OpenTable, TripAdvisor, Yelp, Kijiji et Craigslist, ainsi que des organismes de réseautage social comme Facebook, Twitter, LinkedIn et Instagram. Cependant, la Société travaille en partenariat avec les joueurs les plus importants, dont Facebook, Google et Apple, et utilise leurs écosystèmes pour générer de la visibilité pour ses clients. En échange, ces marques mondiales reçoivent les inscriptions et les renseignements exacts et crédibles de PJ sur les entreprises canadiennes qu'ils intègrent à leurs plateformes.

Dans les médias imprimés de recherche locale, Pages Jaunes publie 330 annuaires et est exposée à la concurrence provenant de journaux communautaires et d'éditeurs indépendants, actifs à l'échelle locale. Au Québec, Les Annuaires G.B. Inc. publie environ 17 annuaires destinés aux collectivités dans la région de la ville de Québec. L'Annuaire Agenda Familial L.B. Inc. publie neuf annuaires destinés aux collectivités qui couvrent la région de la Rive-Sud de Montréal. En Ontario, Goldbook, filiale de Metroland Media Group, filiale en propriété exclusive de Torstar Corporation, publie environ 15 annuaires. En Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario, ACTIONpages, éditeur américain indépendant, publie environ 34 annuaires imprimés, dont les annuaires Easier-to-Read, qu'elle a acquis en 2016.

Sur le marché des solutions de marketing numériques, la Société est exposée à la concurrence de nombreux fournisseurs de services complets comme Rogers, ReachLocal Canada, filiale en propriété exclusive de Gannett Co., Bell, Telus, Web.com, GoDaddy.com, Wix.com et diverses agences de publicité numériques, qui offrent aux entreprises nationales ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises des services de conception et d'hébergement de sites Web, ainsi que diverses solutions de commerce électronique, des solutions de moteur de recherche, du marketing dans les médias sociaux ou de l'affichage numérique.

Questions d'ordre réglementaire

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») ne réglemente pas la vente d'annonces dans les annuaires ni les activités de Pages Jaunes, sauf en ce qui a trait à la protection des renseignements sur les clients de l'entreprise téléphonique titulaire, qui se voit obligée par le CRTC d'imposer certaines obligations à la Société en ce qui touche les annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques et d'annonces classées. Ces exigences comprennent le droit du client de recevoir, sans frais, des exemplaires de l'annuaire alphabétique dans lequel son numéro de téléphone est inscrit dans tous les marchés où l'entreprise téléphonique titulaire est fournisseur de services téléphoniques locaux titulaires.

Notes

Standard & Poor's Ratings Services (« S&P ») et DBRS Limited (« DBRS ») attribuent aux titres de créance des notes qui varient de « AAA », soit la note la plus haute, à « D », soit la note attribuée à des titres qui font l'objet d'un défaut de paiement. Les notes de S&P vont de « AA » à « CCC » et peuvent être modulées par l'ajout du signe plus « (+) » ou moins « (-) » qui indique le classement relatif à l'intérieur d'une catégorie principale de notes. Les notes de DBRS vont de « AA » à « C » et peuvent être modulées par l'ajout du qualificatif « (élevé) » ou « (faible) » qui indique le classement relatif d'une note à l'intérieur d'une catégorie de notes donnée.

S&P a attribué à la Société la note « B- », avec perspectives stables, la note « B+ » à ses billets (terme défini à la rubrique « Structure du capital – Description des billets garantis de premier rang ») et la note « CCC » à ses débetures échangeables (terme défini à la rubrique « Structure du capital – Description des débetures échangeables »).

S&P attribue les notes « BB », « B », « CCC » et « C » aux obligations qu'elle considère comme ayant d'importantes caractéristiques spéculatives. S&P attribue la note « BB- » aux titres d'emprunt qui sont moins vulnérables aux risques de non-paiement que d'autres titres spéculatifs. Toutefois, ces titres d'emprunt comportent des incertitudes ou sont assujettis à une conjoncture commerciale, financière ou économique défavorable qui pourrait faire en sorte que le débiteur ne soit pas en mesure de respecter les engagements financiers pris aux termes de ces titres. Les instruments financiers auxquels S&P attribue des notes de la catégorie « B » sont considérés par S&P comme provenant d'émetteurs qui sont plus vulnérables que les débiteurs notés « BB », mais qui ont actuellement la capacité de respecter leurs engagements financiers. En outre, cette note indique que, de l'avis de S&P, une conjoncture commerciale, financière ou économique défavorable aura probablement pour effet de miner la capacité ou la volonté de l'émetteur de respecter ses engagements financiers. S&P estime que, lorsqu'elle attribue la note « CCC » à des titres d'emprunt, l'émetteur est vulnérable à ce moment-là au risque de non-paiement et que le respect des engagements financiers pris aux termes de ces titres est tributaire d'une conjoncture

commerciale, financière et économique qui lui est favorable. En cas de conjoncture commerciale, financière et économique défavorable, il est probable que l'émetteur n'aura pas la capacité de respecter les engagements financiers pris aux termes de ces titres.

DBRS a attribué à la Société une note d'émetteur de « B (élevé) » avec perspectives stables, la note « BB (faible) » pour ses billets et la note « B (faible) » pour ses débetures échangeables.

Les instruments financiers qui sont notés dans la catégorie « B » par DBRS constituent, de l'avis de celle-ci, des titres de qualité hautement spéculative. En outre, DBRS ajoute qu'il existe un haut niveau d'incertitude quant à la capacité de l'émetteur de respecter ses obligations financières. Les instruments financiers qui sont notés dans la catégorie « BB » par DBRS sont, de l'avis de celle-ci, des titres spéculatifs qui ne sont pas de qualité et la capacité de paiement des émetteurs de ces obligations financières est incertaine et vulnérable aux événements futurs.

Les notes indiquées ci-dessus fournissent aux investisseurs un avis indépendant sur la qualité du crédit. Les notes de S&P et DBRS sont attribuées selon des facteurs quantitatifs et qualitatifs applicables à la Société. Elles visent à indiquer le risque que la Société ne respecte pas ses obligations en temps opportun, sans tenir compte de certains facteurs comme les risques liés au marché ou aux prix. Cependant, elles ne se veulent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver des titres et elles peuvent être révisées ou retirées à tout moment par les agences de notation. Chaque note doit être évaluée indépendamment de toute autre note.

La Société verse une rémunération habituelle à S&P et à DBRS pour l'attribution des notes susmentionnées. La Société s'attend raisonnablement à continuer de verser une telle rémunération dans l'avenir.

Installations

Le siège social de la Société est situé dans des bureaux loués au 1751, rue Richardson, Montréal (Québec). Les bureaux principaux de la Société sont situés à Montréal (Québec), Lévis (Québec) (dont le seul occupant est Bookenda), Toronto (Ontario) et Burnaby (Colombie-Britannique).

Responsabilité sociale de l'entreprise et environnement

En 2015, la Société a commencé à adopter une approche de distribution ciblée et à livrer des annuaires uniquement aux ménages les plus susceptibles de les utiliser. Pages Jaunes continue d'offrir aux Canadiens la possibilité de demander un annuaire en ligne à delivery.jp.ca ou par téléphone au 1 800 268-5637. En 2019, Pages Jaunes a conclu une entente de partenariat avec Postes Canada afin d'offrir la livraison garantie de ses annuaires dans certaines régions grâce au service Courrier de quartier de Postes Canada. Pages Jaunes informera les Canadiens qui choisiront de ne pas recevoir de copie de l'annuaire de la possibilité de refuser ce service.

Le papier utilisé dans les annuaires imprimés est fabriqué par des fournisseurs canadiens et est principalement constitué de copeaux de bois. Par ailleurs, les annuaires imprimés sont entièrement recyclables. Les annuaires imprimés caducs ont un taux de recyclage en fin de vie extrêmement élevé comparativement à d'autres documents.

À l'interne, Pages Jaunes reconduit son système de recyclage des déchets, du papier, du plastique, du verre, des cartouches d'encre et des piles et diminue son usage de papier.

La Société n'a déclaré aucun risque environnemental important actuel ou possible dans ses installations louées, elle n'a pas fait l'objet de poursuites ou réclamations importantes pour une responsabilité environnementale et n'a reçu aucune demande ou mise en demeure qui pourrait aboutir à de telles poursuites ou réclamations.

Gouvernance d'entreprise

La Société s'engage à respecter des normes déontologiques élevées dans toutes ses activités et pratiques commerciales. Elle a un code d'éthique qui est révisé annuellement. Tous les administrateurs et employés de la Société doivent confirmer chaque année avoir lu le code d'éthique et en avoir respecté les exigences. Le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination de la Société surveille et examine les pratiques de gouvernance d'entreprise.

Poursuites et application de la loi

La Société est parfois partie à diverses poursuites et à des mesures réglementaires sans importance dans le cours normal des activités. La direction croit que les litiges et les mesures réglementaires qui visent la Société actuellement, ou qui l'ont visée depuis le début du dernier exercice clos, pris individuellement ou ensemble, ne sont pas importants pour sa situation financière consolidée ou ses résultats d'exploitation.

STRUCTURE DU CAPITAL

Description des actions ordinaires

Pages Jaunes est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 26 mars 2019, 28 075 308 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Les porteurs des actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit d'exprimer une voix par action ordinaire à toutes les assemblées des actionnaires de la Société, sauf les assemblées où seuls les porteurs d'une autre catégorie ou série d'actions de la Société ont le droit de voter séparément comme catégorie ou série. Les porteurs des actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir, sous réserve des droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux autres catégories d'actions de la Société, les dividendes déclarés par le conseil d'administration de la Société sur les actions ordinaires. Se reporter à la rubrique « Dividendes et distributions ». En cas de liquidation ou de dissolution, volontaire ou involontaire, de Pages Jaunes, les porteurs de ses actions ordinaires ont le droit de recevoir, après paiement de toutes les dettes et sous réserve des droits préférentiels des catégories d'actions de Pages Jaunes prenant rang supérieur aux actions ordinaires, le reliquat des actifs et des biens de Pages Jaunes.

Régime d'options sur actions

La Société offre actuellement un régime d'options sur actions à ses employés (le « régime d'options sur actions »). Ce régime vise à attirer et à fidéliser les employés de Pages Jaunes capables de grandement contribuer au succès de l'entreprise ainsi qu'à harmoniser plus étroitement les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un maximum de 2 806 932 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Au 26 mars 2019, 2 219 839 options sur actions étaient émises et en cours.

Description des actions privilégiées

Pages Jaunes est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang rachetables à dividende cumulatif pouvant être émises en série, assorties des droits, privilèges, restrictions et conditions établis par le conseil d'administration de la Société avant leur émission. Au 26 mars 2019, aucune action privilégiée de Pages Jaunes n'était émise et en circulation. Les actions privilégiées de chaque série occupent un rang égal à celui des actions privilégiées des autres séries et prennent rang avant les actions ordinaires et toutes les autres actions ayant un rang inférieur aux actions privilégiées à l'égard du versement de dividendes et de la distribution d'actifs en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Société. Elles peuvent également être assorties d'autres droits préférentiels par rapport aux actions ordinaires et aux autres actions d'un rang inférieur, établis au moment de la création de chaque série. Sauf indication contraire dans les conditions particulières d'une série d'actions privilégiées et dans

les cas prévus par la loi, les porteurs d'actions privilégiées n'ont pas le droit de voter aux assemblées des porteurs d'actions ordinaires.

Description des billets garantis de premier rang

Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, PJ, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital total de 315 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, ce qui représente une réduction de 6,3 M\$. Les billets portent intérêt depuis le 19 octobre 2017 au taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année à compter du 1^{er} mai 2018.

Les billets sont garantis inconditionnellement en vertu d'un cautionnement de premier rang par la Société et toutes ses filiales assujetties à des restrictions (définies dans la convention relative aux billets comme étant toutes les filiales de la Société autres que celles désignées par le conseil d'administration comme étant des filiales non assujetties à des restrictions) et sont garanties par une charge de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les biens affectés en garantie, qui comprennent la totalité des biens de la Société et des filiales assujetties à des restrictions, qu'ils soient détenus à la date d'effet ou acquis par la suite, sauf certains biens exclus.

La convention relative aux billets contient des clauses restrictives qui imposent notamment des restrictions à la création de dettes supplémentaires, au paiement de dividendes et d'autres restrictions concernant les paiements, les investissements dans des filiales non assujetties à des restrictions, la constitution de sûretés, la cession-bail, les fusions, les regroupements et ventes d'actifs, certaines opérations avec des membres du même groupe et ses activités commerciales. La convention n'oblige pas à maintenir certains ratios financiers. Les restrictions fondées sur les ratios financiers ne s'appliquent qu'au moment de contracter une dette.

Au 26 mars 2019, la Société respectait l'ensemble des clauses restrictives de la convention relative aux billets.

Rachat obligatoire

Aux termes de la convention relative aux billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés (terme défini dans les présentes) et de tout produit net désigné (au sens donné à *Designated Net Proceeds* dans la convention relative aux billets) tiré de ventes d'actifs (au sens donné à *Asset Sales* dans la convention relative aux billets) pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5 : 1. Les flux de trésorerie excédentaires (au sens donné à *Excess Cash Flow* dans la convention relative aux billets) désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux prévus dans la convention relative aux billets, le rachat des billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société. En 2018, la Société a effectué des remboursements (de capital) obligatoire d'un montant total de 144,8 millions de dollars sur les billets.

Rachat optionnel

Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les billets sont garantis par la Société et ses filiales, à l'exception de PJ, qui est l'émetteur des billets (collectivement, les cautions), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par PJ et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les billets constituent des obligations garanties de premier rang de PJ. Ils ont égalité avec toute dette de PJ qui n'est pas expressément subordonnée aux billets pour ce qui est du droit du paiement et à cet égard, ils sont de rang supérieur à toute dette subordonnée existante et future de PJ. Pour plus de détails sur les billets, veuillez vous reporter à la convention relative aux billets, affichée sur SEDAR, à www.sedar.com.

Description des débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société, par l'entremise de sa filiale PJ, a émis un capital de 107,5 millions de dollars de débetures échangeables subordonnées de premier rang échéant le 30 novembre 2022 (les « débetures échangeables »). L'intérêt sur les débetures échangeables court au taux de 8 % par année s'il est payé en espèces, ou de 12 % par année si la Société décide de payer en nature l'intérêt à l'égard de la totalité ou d'une partie des débetures échangeables alors en circulation sous forme de débetures échangeables supplémentaires. L'intérêt sur les débetures échangeables est payable semestriellement à terme échu en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 15 mai et le 15 novembre précédant immédiatement la date de paiement de l'intérêt en question. Le texte qui suit résume certaines dispositions des débetures échangeables.

Les débetures échangeables sont des obligations subordonnées de premier rang non garanties de PJ. Les débetures échangeables ne sont assorties d'aucune sûreté et sont garanties sans condition de façon subordonnée par la Société et l'ensemble de ses filiales assujetties à des restrictions (définies dans la convention relative aux débetures échangeables comme étant toutes les filiales de la Société autres que celles qui sont désignées par le conseil d'administration comme non assujetties à des restrictions).

La convention relative aux débetures échangeables contient des clauses restrictives qui imposent notamment des restrictions à la création de dettes supplémentaires, au paiement de dividendes et d'autres restrictions concernant les paiements, les investissements dans des filiales non assujetties à des restrictions, la constitution de sûretés, la cession-bail, les fusions, les regroupements et ventes d'actifs, certaines opérations avec les membres du même groupe et ses activités commerciales. La convention n'oblige pas à maintenir certains ratios financiers. Les restrictions fondées sur des ratios financiers ne s'appliquent qu'au moment de contracter une dette.

Au 26 mars 2019, la Société respectait l'ensemble des clauses restrictives de la convention relative aux débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables peuvent être échangées, au gré du porteur, contre des actions ordinaires de la Société en tout temps à un prix d'échange par action ordinaire correspondant à 19,04 \$, sous réserve de rajustement au titre de transactions déterminées.

Remboursement facultatif

La Société peut, en tout temps à compter de la date à laquelle tous les billets ont été réglés intégralement, rembourser la totalité ou une partie des débetures échangeables, à son gré, moyennant remise d'un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement calculé comme suit :

- si le remboursement a lieu avant le 31 mai 2021, 110 % du capital majoré de tout intérêt couru et impayé jusqu'à la date de remboursement;
- si le remboursement a lieu à compter du 31 mai 2021, 100 % du capital majoré de tout intérêt couru et impayé jusqu'à la date de remboursement.

Pour plus de détails sur les débetures échangeables, veuillez vous reporter à la convention relative aux débetures échangeables, affichée sur SEDAR, à www.sedar.com.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de PJ, un emprunt garanti par des actifs de 50 millions de dollars, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Le 19 octobre 2017, la Société a conclu une convention de garantie et d'emprunt modifiée et mise à jour afin, en partie, de proroger la durée de l'emprunt garanti par des actifs jusqu'en août 2022 et pour réduire certains taux et frais. L'emprunt garanti par des actifs est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. Il permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous forme de prêts au taux préférentiel, à des prêts au taux des acceptations bancaires ou à des lettres de crédit.

L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt garanti par des actifs est soumis à une réserve disponible de 5,0 millions de dollars si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les 12 derniers mois. Au 31 décembre 2018, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était inférieur à 1,1 fois et la Société avait des lettres de crédit de 4,4 millions de dollars émises et impayées aux termes de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 9,9 millions de dollars au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une somme de 30,7 millions de dollars demeurait disponible sur l'emprunt garanti par des actifs au 31 décembre 2018.

Au 26 mars 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Description des bons de souscription

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, au total, 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « **bons de souscription** »). Chaque bon de souscription est transférable et permet à son porteur d'acheter une action ordinaire de Pages Jaunes à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription, payable au comptant en tout temps jusqu'au 20 décembre 2022 au plus tard. En date des présentes, 22 bons de souscription ont été convertis en actions ordinaires de Pages Jaunes.

En cas de changement de contrôle (terme défini dans la convention relative aux bons de souscription) de la Société, celle-ci peut, à son gré, acquérir ou annuler tous les bons de souscription en circulation en échange d'une somme en espèces (le « prix de rachat ») calculée comme il est indiqué dans le tableau ci-après. Le prix de rachat sera fondé sur la durée des bons de souscription qui reste à courir entre la date

du changement de contrôle et leur expiration (termes définis dans la convention relative aux bons de souscription) (la « durée résiduelle »), et sur la valeur totale de la contrepartie offerte ou payable par action ordinaire de Pages Jaunes dans le cadre de l'opération donnant lieu au changement de contrôle (le « prix d'offre »), conformément au tableau qui suit :

Années résiduelles	Prix de l'action									
	5,00 \$	10,00 \$	15,00 \$	20,00 \$	25,00 \$	30,00 \$	35,00 \$	40,00 \$	45,00 \$	50,00 \$
	Prix de rachat (\$)									
10	0,51	2,35	5,13	8,51	12,29	16,35	20,60	25,00	29,51	34,11
9	0,40	2,03	4,64	7,89	11,57	15,56	19,77	24,14	28,63	33,21
8	0,30	1,72	4,12	7,22	10,80	14,72	18,88	23,21	27,67	32,24
7	0,21	1,39	3,58	6,51	9,97	13,80	17,91	22,20	26,65	31,20
6	0,13	1,08	3,02	5,75	9,07	12,81	16,85	21,11	25,53	30,08
5	0,07	0,77	2,42	4,93	8,08	11,71	15,69	19,92	24,33	28,87
4	0,03	0,49	1,81	4,03	6,98	10,49	14,40	18,60	23,01	27,56
3	0,01	0,24	1,19	3,05	5,75	9,11	12,95	17,13	21,56	26,15
2	0,00	0,07	0,60	1,98	4,32	7,48	11,27	15,47	19,96	24,63
1	-	0,00	0,12	0,81	2,55	5,44	9,22	13,58	18,25	23,09
0	-	-	-	-	-	1,84	6,84	11,84	16,84	21,84

Si le prix d'offre et la durée résiduelle ne sont pas indiqués dans le tableau ci-dessus, alors le prix de rachat sera établi comme suit :

- i) si le prix d'offre et/ou la durée résiduelle tombent entre deux valeurs indiquées dans le tableau, le prix de rachat sera établi par interpolation linéaire entre les deux prix et les deux durées jusqu'à l'échéance figurant au tableau, selon une année de 365 jours, selon le cas;
- ii) si le prix d'offre dépasse 50,00 \$ par action ordinaire, sous réserve du rajustement prévu à la convention relative aux bons de souscription, le prix de l'action sera réputé correspondre à 50,00 \$ et l'excédent du prix réel de l'action sur 50,00 \$ sera ajouté aux montants figurant dans la colonne « 50,00 \$ » afin de calculer le prix de rachat applicable;
- iii) si le prix d'offre est inférieur à 5,00 \$ par action ordinaire, sous réserve du rajustement prévu dans la convention relative aux bons de souscription, le prix de rachat sera nul.

Les prix de l'action indiqués dans le tableau seront rajustés de la même manière que tout rajustement apporté au nombre d'actions ordinaires de Pages Jaunes en application de la convention relative aux bons de souscription.

Pour plus de détails sur les bons de souscription, veuillez vous reporter à la convention relative aux bons de souscription, affichée sur SEDAR, à www.sedar.com.

DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS

La Société n'a pas déclaré ou versé de dividendes sur ses actions ordinaires au cours des exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016. Dans un avenir prévisible, la Société ne prévoit pas déclarer de dividendes sur les actions ordinaires de Pages Jaunes. Toute décision future de verser des dividendes sur les actions ordinaires sera prise à la discrétion du conseil d'administration en fonction, notamment, des résultats d'exploitation, des besoins en liquidités, des liquidités excédentaires et de la situation financière

de la Société ainsi que des restrictions contractuelles et d'autres facteurs que le conseil d'administration juge pertinents.

Le versement de dividendes par la Société est sévèrement restreint par la convention relative aux billets, la convention relative aux débetures échangeables et la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs. La Société et ses filiales (soit les filiales autres que certaines filiales qui ne sont pas assujetties à des restrictions) ne peuvent pas déclarer ni verser de dividendes ou de distributions aux porteurs de leurs actions, à l'exception des dividendes ou distributions payables en actions ordinaires ou en certaines actions privilégiées non rachetables, des dividendes ou distributions payables à la Société et à ses filiales et des autres versements exceptionnels autorisés par la convention relative aux billets, la convention relative aux débetures échangeables et la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions ordinaires et les bons de souscription de Pages Jaunes sont inscrits à la cote de la Bourse de Toronto (la « TSX ») respectivement sous les symboles « Y » et « Y.WT ». Les débetures échangeables de PJ sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « YPG.DB ».

Cours et valeur des titres

Les tableaux qui suivent présentent la fourchette mensuelle des prix plafonds et planchers par action ordinaire et bon de souscription de Pages Jaunes et par débeture échangeable de PJ à la fermeture des marchés (TSX), ainsi que les volumes mensuels totaux et les volumes quotidiens moyens des actions ordinaires, des bons de souscription et des débetures échangeables négociés à la TSX du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Actions ordinaires (Y)

Mois en 2018	Prix par action ordinaire (\$) Plafond mensuel	Prix par action ordinaire (\$) Plancher mensuel	Volume mensuel total des actions ordinaires	Volume quotidien moyen des actions ordinaires
Janvier	8,41	7,48	492 662	22 394
Février	7,70	6,71	324 343	17 071
Mars	7,24	6,61	1 452 639	69 173
Avril	7,29	6,82	652 975	31 094
Mai	9,31	6,75	2 973 527	135 160
Juin	10,11	8,35	2 688 196	128 009
Juillet	10,34	9,67	1 409 578	67 123
Août	10,57	9,98	605 177	27 508
Septembre	9,58	8,21	1 125 147	59 218
Octobre	8,49	7,80	2 008 058	91 275
Novembre	8,00	5,65	3 744 537	170 206
Décembre	6,55	5,44	807 496	42 500

Bons de souscription (Y.WT)

Mois en 2018	Prix par bon de souscription (\$) Plafond mensuel	Prix par bon de souscription (\$) Plancher mensuel	Volume mensuel total des bons de souscription	Volume quotidien moyen des bons de souscription
Janvier	0,59	0,46	54 292	2 468
Février	0,50	0,39	23 766	1 251
Mars	0,50	0,34	15 323	730
Avril	0,48	0,40	26 097	1 243
Mai	0,56	0,38	67 399	3 064
Juin	0,84	0,50	75 704	3 605
Juillet	0,82	0,64	41 024	1 954
Août	0,78	0,56	35 411	1 610
Septembre	0,70	0,52	31 941	1 681
Octobre	0,66	0,45	29 837	1 356
Novembre	0,45	0,40	21 668	985
Décembre	0,44	0,26	90 139	4 744

Débetures échangeables (YPG.DB)

Mois en 2018	Prix par débeture échangeable (\$) Plafond mensuel	Prix par débeture échangeable (\$) Plancher mensuel	Volume mensuel total des débetures échangeables	Volume quotidien moyen des débetures échangeables
Janvier	95,95	93,87	1 938 187	92 295
Février	93,88	92,17	13 750 525	723 712
Mars	92,90	91,87	1 623 246	77 297
Avril	92,70	91,81	364 617	18 231
Mai	96,11	91,84	233 196	11 105
Juin	97,24	94,64	512 889	24 423
Juillet	98,14	96,74	15 074 089	886 711
Août	98,15	97,09	1 545 497	73 595
Septembre	99,13	96,46	155 350	10 357
Octobre	98,05	96,30	1 840 896	108 288
Novembre	97,47	95,52	3 515 975	175 799
Décembre	98,18	96,29	1 287 171	85 811

RISQUES ET INCERTITUDES

Il y a lieu de prendre soigneusement en compte les facteurs de risque suivants, qui pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Incapacité de la Société de stabiliser ou d'accroître ses produits d'exploitation et sa clientèle ou incapacité d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par la baisse du nombre de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de la Société de repérer et d'attirer de nouveaux clients grâce à ses stratégies et réseaux de développement de la clientèle pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Réduction de la part du marché de la Société en raison d'une forte concurrence

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annonces-annuaires et d'annonces classées dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunications sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue des activités en ligne au moyen des moteurs de recherche en ligne et des réseaux sociaux. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou ils pourraient offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société est en mesure d'offrir.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Diminution plus marquée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans les annuaires imprimés, a augmenté rapidement. Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par une baisse des produits d'exploitation tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés

pourrait baisser plus vite que prévu, à mesure que les utilisateurs se tournent vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

Incapacité de la Société d'améliorer et d'étendre sa gamme de produits numériques et de nouveaux médias.

La transition de l'imprimé vers le numérique entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse du chiffre d'affaires des médias imprimés. Si les produits d'exploitation tirés des médias numériques de la Société n'augmentent pas significativement, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en seront gravement affectés.

La Société s'attend à ce que ses produits numériques et autres produits de nouveaux médias représentent une part de plus en plus grande de ses produits d'exploitation totaux, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres produits de nouveaux médias.

Le repositionnement numérique de la Société au moyen de produits numériques et de nouveaux médias est assujéti à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait être incapable de faire augmenter l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que les autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- Les investissements en technologie de l'information, la modification de produits existants et la conception de nouveaux produits pourraient coûter beaucoup plus cher que prévu à la Société, ce qui risque de réduire sa marge de profit dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure de développer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, l'innovation et l'amélioration constante des produits existants et les fluctuations dans la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris au chapitre des préférences technologiques.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait avoir pour effet de reléguer les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs à un rang inintéressant dans les résultats de recherche, de carrément les exclure des résultats ou encore de rendre plus difficile ou onéreuse la vente de solutions marketing par moteur de recherche ou de services d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire considérablement aux produits d'exploitation de la Société tirés du numérique ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

Incapacité de la Société d'établir les relations et de fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations qu'elle établit avec des tiers pour accroître ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de rendement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur l'efficacité et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur elle, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société

La Société tire principalement ses produits d'exploitation de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits d'exploitation tirés de la publicité de la Société, ainsi que ceux qui proviennent des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession prolongée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux ralentissements économiques prolongés. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire les services de publicité qu'elles obtiennent auprès de la Société ou à y mettre fin, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faibles marges, comme les services et la revente

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploitées par celle-ci sont actuellement beaucoup rentables que les solutions numériques (sites Web, optimisation pour moteurs de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (MMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité de la Société pourrait s'en ressentir.

Incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser du personnel clé

Le succès de la Société est tributaire des capacités, de l'expérience et des efforts personnels des membres de sa haute direction, y compris leur aptitude à attirer et à garder un personnel compétent. La Société est également tributaire du maintien de ses effectifs de vente et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information et de leur expérience. La perte des services de ce personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Incapacité de la Société de protéger le trafic sur ses médias numériques, qui nuit à l'augmentation de ses produits d'exploitation et à l'expansion de ses activités, vu la dépendance de ses activités aux médias mobiles et en ligne

Le succès de nombreuses campagnes marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin de consommateurs de grande valeur. La Société investira en vue de protéger le bassin de consommateurs de produits numériques partout sur son réseau de médias mobiles et en ligne en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias et en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. Il se pourrait que la Société ne réussisse pas à protéger ou à accroître le trafic sur ses médias numériques et que pareils investissements ne se révèlent pas rentables. Rien ne garantit que le trafic actuel ou qu'une croissance éventuelle du trafic sur les médias numériques de la Société pourra maintenir ou augmenter les taux de renouvellement des annonces et les dépenses annuelles des annonceurs ni conduire à une hausse mesurable de leur nombre.

Incapacité de la Société ou des sociétés de télécommunications partenaires de remplir leurs obligations découlant des conventions intervenues entre elles

La Société a conclu quatre conventions de services de facturation et de recouvrement avec Bell Canada en son nom et à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite et de MTS Inc. (Bell) qui expirent le 31 décembre 2020. La convention conclue avec TELUS Communications Inc. (TELUS) expire en 2031. Grâce à ces conventions, la facturation de la Société figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS, qui ont recours aux services de la Société. Bell et TELUS (les « sociétés de télécommunications partenaires ») sous-traitent la facturation mensuelle des clients auxquels elles fournissent des services téléphoniques locaux. De plus, les sociétés de télécommunications partenaires perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celle-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacune des sociétés de télécommunications partenaires. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'une ou l'autre des sociétés de télécommunications partenaires, d'autres conventions conclues avec les sociétés de télécommunications partenaires pourraient aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les sociétés de télécommunications partenaires.

La Société a conclu des conventions avec des fournisseurs tiers externes en ce qui a trait à l'impression et à la distribution des annuaires et des publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des sociétés de télécommunications partenaires ou de nos autres fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société facture elle-même les nouveaux clients ou les clients actuels dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas une société de télécommunications partenaire.

Arrêts de travail et autres perturbations du travail

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. À l'heure actuelle, sept conventions collectives ont été conclues avec la Société, dont une expirera le 31 mars 2019. Les parties de six des sept conventions ont renégocié avec succès de nouvelles conventions, dont la durée minimale est de trois ans. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions avec son personnel syndiqué au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail additionnels et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités.

Contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues. À cet égard, la Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Rien ne garantit toutefois que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Si elles réussissent, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche

La Société a conclu des ententes avec des applications cartographiques et des moteurs de recherche en vue de promouvoir ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients, de lui permettre de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet de la Société.

De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Panne des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficace et ininterrompue de ses ordinateurs, de ses systèmes de communications et de ceux de tierces parties. Le traitement des médias, des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire considérablement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les ordinateurs et systèmes informatiques de la Société pourraient être vulnérables aux dommages et aux interruptions de diverses provenances, et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Toute panne de ces systèmes pourrait nuire aux activités de la Société, ce qui pourrait nuire considérablement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

Incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunts ou par actions ou d'opérations de refinancement

La capacité de la Société de verser les remboursements prévus de sa dette en temps voulu dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de flux de trésorerie d'exploitation pour rembourser sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujettie à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre sont indépendants de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds à des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses en immobilisations nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de transactions de refinancement, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines ou la totalité de ses dépenses prévues ou de modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent de plus de liquidités ou qui peuvent mobiliser des fonds plus facilement et à des conditions moins onéreuses pourraient placer la Société en situation concurrentielle désavantageuse.

Augmentation des cotisations de la Société à ses régimes de retraite

La Société verse actuellement et pourrait être appelée à verser des cotisations supplémentaires à ses régimes de retraite à l'avenir en raison de divers facteurs, dont le rendement futur des actifs de retraite, les taux d'intérêt à long terme et la modification de la réglementation sur les pensions, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses liquidités et ses résultats d'exploitation.

Les exigences de capitalisation des régimes de retraite de la Société, par suite de l'évaluation des actifs et passifs de ses régimes de retraite, dépendent d'un certain nombre de facteurs, dont le rendement réel des actifs de retraite, les taux d'intérêt à long terme, la démographie du régime et la réglementation sur les pensions. Des changements à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations futures réelles diffèrent sensiblement des estimations actuelles de la Société, qui serait alors tenue, dans l'avenir, de verser d'autres cotisations à ses régimes de retraite, ce qui aurait une incidence défavorable importante sur sa liquidité, ses activités et ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en espèces de la Société.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

La Société de fiducie AST est l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de la Société. Le registre des transferts de titres de la Société est tenu au principal établissement montréalais de la Société de fiducie AST.

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS DE PAGES JAUNES

Administrateurs

Le tableau suivant présente, pour chaque administrateur actuel de Pages Jaunes, son nom, sa province, son État et son pays de résidence, sa participation à divers comités du conseil d'administration, le cas échéant, son poste principal, la date depuis laquelle il est administrateur de Pages Jaunes ou des entités qu'elle a remplacées et le nombre d'actions ordinaires, d'unités d'actions différées (« UAD »), d'unités d'actions avec restrictions (« UAR ») ou d'unités d'actions liées au rendement (« ULR ») de Pages Jaunes dont il a la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, en date du 26 mars 2019. Le mandat de chacun des administrateurs viendra à échéance à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de Pages Jaunes, selon le cas, ou à l'élection de son remplaçant.

Nom et province ou État de résidence	Poste principal	Administrateur depuis	Nombre d'actions ordinaires en propriété véritable	Nombre d'UAD en propriété véritable	Nombre d'UAR en propriété véritable	Nombre d'ULR en propriété véritable
David A. Eckert ⁵⁾ Massachusetts (États-Unis)	Président et chef de la direction, Pages Jaunes Limitée	Mai 2017	Néant	24 937	156 839	Néant
Susan Kudzman ¹⁾⁵⁾ Québec (Canada)	Administratrice de sociétés	Octobre 2014	Néant	71 287	Néant	Néant
Craig Forman ²⁾⁴⁾ Californie (États-Unis)	Président et chef de la direction, McClatchy Company	Janvier 2012	4 000	51 457	Néant	Néant
Rob Hall ³⁾⁴⁾⁵⁾ Cheshire (Royaume-Uni)	Administrateur de sociétés	Décembre 2017	Néant	30 007	Néant	Néant
Donald H. Morrison ²⁾ Ontario (Canada)	Administrateur de sociétés	Mars 2013	2 595	42 049	Néant	Néant
Kalpana Raina ²⁾³⁾ New York (États-Unis)	Directrice générale, 252 Solutions, LLC	Décembre 2012	3 000	42 049	Néant	Néant
Paul W. Russo ³⁾⁴⁾ Tel Aviv (Israël)	Administrateur de sociétés	Décembre 2017	Néant	30 007	Néant	Néant

¹⁾ Présidente du conseil. La présidente du conseil est membre d'office de tous les comités du conseil.

²⁾ Membre du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination.

³⁾ Membre du comité d'audit.

⁴⁾ Membre du comité des ressources humaines et de la rémunération.

⁵⁾ Membre du comité ad hoc.

Notices biographiques

Le texte qui suit présente de courtes notices biographiques des administrateurs actuels de Pages Jaunes.

David A. Eckert a été au cours des 35 dernières années chef de la direction de sociétés internationales œuvrant au sein de nombreux secteurs, y compris, plus récemment, Hibu Group Limited, fournisseur de services de marketing numérique et de publicité imprimée à des petites et moyennes entreprises. Il a été vice-président et associé de Bain & Company et directeur de la formation de la Kellogg School of Management. De plus, il a été administrateur et/ou président du conseil d'administration de nombreuses entités ouvertes et fermées, dont Hibu Group Limited, X-Rite, Inc., Clean Harbors, Inc. (NYSE : CLH) et Italiaonline S.p.A. M. Eckert est diplômé en économie et en génie de l'université Northwestern et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School, où il a reçu les bourses Baker Scholar et Loeb Rhoades. Il préside le comité ad hoc.

Susan Kudzman s'est récemment retirée de ses fonctions de vice-présidente exécutive et chef de la gestion des risques et Affaires corporatives de la Banque Laurentienne. Elle a auparavant été associée de Mercer (Canada) Limitée, dont elle a dirigé la pratique de gestion des risques de 2011 à 2014. Elle a été au préalable première vice-présidente et chef de la direction des risques à la Caisse de dépôt et placement du Québec, où elle était responsable de la gestion des risques, du service aux déposants, du calcul et de l'analyse du rendement et de la planification stratégique. M^{me} Kudzman siège au conseil d'administration, au comité des ressources humaines et au comité de gestion de risques et de régie de l'entreprise de Transat A.T. inc., voyageur et société aérienne d'envergure internationale. Elle est membre du conseil d'administration, du comité d'audit et de gestion des risques et du comité des ressources humaines et de la gouvernance de

Medavie, société de services de santé qui fournit des services d'ambulance et de soins à domicile ainsi que des assurances collectives et individuelles par l'intermédiaire de sa division Croix Bleue. Elle est vice-présidente du conseil d'administration de la Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal. M^{me} Kudzman est titulaire d'un baccalauréat en sciences actuarielles et détient les titres de Fellow de l'Institut canadien des actuaires (FICA), de Fellow de la Société des actuaires (FSA) et d'analyste agréée du risque d'entreprise (CERA). Elle est présidente du conseil et membre d'office de tous ses comités.

Craig Forman est président et chef de la direction de McClatchy Company, société du secteur des médias numériques établie à Sacramento, en Californie, depuis janvier 2017. M. Forman est un dirigeant spécialisé dans les technologies qui compte plus de 20 ans d'expérience dans les secteurs du numérique, des médias et des communications. Il a occupé le poste de président du conseil membre de la direction d'Appia, Inc., société œuvrant dans la publicité mobile, d'août 2011 à mars 2015, soit jusqu'à ce que la société soit acquise par Digital Turbine Inc., au conseil de laquelle il a siégé jusqu'en janvier 2017. M. Forman a également été président du conseil membre de la direction de WHERE, Inc., société œuvrant dans les services médiatiques géodépendants, de 2010 à 2011. De 2006 à 2009, il a été vice-président directeur et président, Accès et audience, et chef des produits d'EarthLink, Inc. Il a également fait partie de la haute direction de Yahoo! Inc., de Time Warner Inc. et de Dow Jones & co. M. Forman est titulaire d'un diplôme de premier cycle en affaires publiques et internationales de la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de l'université Princeton et d'une maîtrise en droit de la Yale Law School. M. Forman a terminé le programme de formation des administrateurs de l'université Stanford et le programme de la Harvard Business School visant à rendre les conseils d'entreprises plus efficaces. Il est président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, et il est également membre du comité des ressources humaines et de la rémunération.

Rob Hall a été chef des finances de Hibu Group Limited, société offrant des services de marketing numérique et de publicité imprimée aux petites et moyennes entreprises du Royaume-Uni et des États-Unis de mars 2014 à juillet 2018. Il demeure administrateur de Hibu Group Limited, société à laquelle il s'est joint en 2003 et où il a occupé divers postes dans le secteur des finances au Royaume-Uni et aux États-Unis. Il est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en administration des affaires de l'université de Swansea, au Royaume-Uni, et est comptable en management accrédité. Il est président du comité d'audit et membre du comité des ressources humaines et de la rémunération et du comité ad hoc.

Donald H. Morrison a pris sa retraite en juillet 2011 après avoir travaillé pour Research in Motion Limited, appelée maintenant BlackBerry Limited (« BlackBerry »), où il était, depuis septembre 2000, chef de l'exploitation, avec pour mandat le renforcement des activités internationales de BlackBerry et la mise sur pied d'une entreprise de services de classe mondiale. Sous sa direction, BlackBerry a pris de l'expansion dans plus de 175 pays et ses revenus sont passés d'environ 200 millions de dollars par année à près de 20 milliards de dollars. Avant de se joindre à BlackBerry, M. Morrison a occupé plusieurs postes de cadre supérieur au Canada, en Europe et aux États-Unis auprès d'AT&T Inc. et de Bell Canada. M. Morrison est le fondateur et a été le président du conseil d'Ontario Global 100, une organisation sans but lucratif qui vise à accélérer la croissance des entreprises les plus prometteuses d'Ontario grâce à la mondialisation, et il a été administrateur et membre du comité d'audit de la Mastercard Foundation. M. Morrison est également le fondateur et le président du conseil de New Seeds: The Thomas Merton Center, organisation créée pour favoriser le dialogue interconfessionnel sur des questions liées à la spiritualité, et il est président du conseil du Dalai Lama Center for Ethics and Transformative Values du Massachusetts Institute of Technology. M. Morrison est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'un baccalauréat ès arts de l'université de Toronto, et il a participé au programme pour cadre de la Darden Business School de l'université de Virginie. Il est membre du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination.

Kalpana Raina est directrice générale de 252 Solutions, LLC, société d'experts-conseils. M^{me} Raina était auparavant au service de la Bank of New York (« BNY ») de 1988 à 2006, dont elle était en dernier vice-présidente directrice. La clientèle de M^{me} Raina à BNY se composait d'entreprises dans les domaines des médias et des télécommunications, des soins de santé, de la vente au détail, de l'hôtellerie et des loisirs. Pendant son mandat, elle a siégé à plusieurs comités de BNY, notamment à son comité de crédit et de risque et à son comité de planification. M^{me} Raina a de plus siégé au conseil d'administration de John Wiley & Sons Inc., fournisseur de contenus et de services numériques orientés contenus à une clientèle mondiale. Elle siège au conseil d'administration d'Information Services Group, Inc., société de premier plan

dans le domaine des perspectives technologiques, de l'analyse du marché et du conseil. Elle a siégé auparavant au conseil d'administration et au comité d'audit de RealNetworks, Inc. et en a présidé le comité de mise en candidature et de gouvernance d'entreprise, et elle a été membre du conseil d'administration du World Policy Institute. M^{me} Raina est titulaire d'une maîtrise en littérature anglaise de l'université McMaster et d'un diplôme de premier cycle et d'études supérieures de l'université de Panjab, en Inde. Elle est membre du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination et du comité d'audit.

Paul W. Russo était plus récemment chef de la direction de Color Spot Holdings, Inc., le plus grand producteur de plantes et d'arbustes en pots des États-Unis. Auparavant, il a été vice-président directeur, Expansion des affaires, de Hibu Group durant sa période de redressement réussi et associé de Bain & Company. M. Russo est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de Californie et d'un MBA de la Harvard Business School, et il détient le titre de PA. Il préside le comité des ressources humaines et de la rémunération et siège au comité d'audit.

Dirigeants

Le tableau suivant présente, pour chaque dirigeant actuel de la Société, son nom, sa province, son État et son pays de résidence, ses fonctions au sein de la Société et le nombre d'actions ordinaires, d'UAD, d'UAR ou d'ULR de la Société dont il avait la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, en date du 26 mars 2019.

	Poste et principales fonctions	Nombre d'actions ordinaires en propriété véritable	Nombre d'UAD en propriété véritable	Nombre d'UAR en propriété véritable	Nombre d'ULR en propriété véritable
David A. Eckert Massachusetts (États-Unis)	Président et chef de la direction	Néant	24 937	156 839	Néant
Treena Cooper ¹⁾ Québec (Canada)	Vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale	1 914	Néant	15 352	4 794
John Ireland Québec (Canada)	Premier vice-président, Efficacité organisationnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Stéphane Lacombe ²⁾ Québec (Canada)	Vice-président, Technologie de l'information	2 440	Néant	15 006	4 794
Dany Paradis Québec (Canada)	Premier vice- président, Ventes et expérience client	12 746	Néant	19 988	37 121
Franco Sciannamblo ³⁾ Québec (Canada)	Premier vice- président et chef de la direction financière	3 318	Néant	20 145	14 703
Stephen K. Smith Maine (États-Unis)	Premier vice-président, Croissance rentable	Néant	24 937	Néant	Néant

¹⁾ Treena Cooper a été nommée vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale le 1^{er} juillet 2018.

²⁾ Stéphane Lacombe a été nommé vice-président, TI le 1^{er} juillet 2018.

³⁾ Franco Sciannamblo a été nommé premier vice-président et chef de la direction financière le 17 juillet 2018.

Deux des dirigeants de la Société, soit Dany Paradis et Franco Sciannamblo, occupaient leur poste actuel ou un autre poste de haute direction auprès de la Société ou de sociétés membres de son groupe ou reliées au cours des cinq dernières années. David A. Eckert, qui s'est joint à Pages Jaunes en tant que président et chef de la direction en 2017 et qui, de 2014 à 2015, a été chef de la direction de Hibu Group Limited et, de 2013 à 2014, chef de la restructuration de cette même société; Treena Cooper qui, de 2012 à 2016, a été directrice, Affaires juridiques de la Société, de 2016 à 2017, vice-présidente, Ressources humaines et Affaires juridiques de JUICE et de Mediative et d'octobre à décembre 2017, directrice, Rémunération et avantages sociaux de la Société et, de janvier 2018 au 30 juin 2018, chef des Affaires juridiques et secrétaire adjointe de la Société; John Ireland, qui s'est joint à Pages Jaunes en tant que premier vice-président, Efficacité organisationnelle en 2017 et qui, de 2015 à 2017, a été chef du personnel d'OSN; Stéphane Lacombe qui, de 2013 au 30 juin 2018, a été directeur, TI de Pages Jaunes; et Stephen K. Smith, qui a été membre du conseil d'administration de Pages Jaunes de mai 2017 à décembre 2017 et est, depuis décembre 2017, premier vice-président, Croissance rentable de la Société et qui, de 2014 à 2017, a été consultant indépendant et membre du conseil, de 2014 à 2015, a fait partie de l'équipe de haute direction et a conseillé le chef de la direction à propos de la stratégie numérique de Hibu Group Limited et qui, depuis 1999, est associé général de Masthead Venture Partners et de membres de son groupe.

Participation dans la Société

En date du 31 décembre 2018, les administrateurs et dirigeants de la Société, en tant que groupe, avaient la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, de 23 840 actions ordinaires de la Société, ce qui représente environ 0,85 % des actions ordinaires de la Société en circulation.

Interdictions d'opérations, faillites, pénalités ou sanctions

À la connaissance de la Société : a) aucun administrateur ni aucun haut dirigeant de la Société n'est, à la date de la présente notice annuelle, ni n'a été, au cours des dix (10) années précédant la date de la présente notice annuelle, administrateur, chef de la direction ou chef des services financiers d'une société qui, pendant qu'il occupait cette fonction : i) a fait l'objet d'une interdiction d'opération ou d'une ordonnance semblable ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières en vigueur pendant plus de trente (30) jours consécutifs; ii) a, après la cessation de ses fonctions, fait l'objet d'une interdiction d'opération d'une ordonnance semblable ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières en vigueur pendant plus de trente (30) jours consécutifs en raison d'un événement survenu pendant qu'il exerçait cette fonction; b) aucun administrateur, aucun haut dirigeant de la Société ni aucun actionnaire détenant un nombre suffisant de titres de la Société pour avoir une incidence importante sur le contrôle de la Société n'est, à la date de la présente notice annuelle, ni n'a été, au cours des dix (10) années précédant la date de la présente notice annuelle, administrateur ou haut dirigeant d'une société qui, à l'époque où cette personne agissait à ce titre, ou dans l'année suivant le moment où elle a cessé d'agir à ce titre, a fait faillite, a fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, a été poursuivie par ses créanciers, a conclu un concordat avec eux, a pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat avec eux ni ne s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite pour détenir ses biens; c) aucun administrateur, aucun haut dirigeant de la Société ni aucun actionnaire détenant un nombre suffisant de titres de la Société pour avoir une incidence importante sur le contrôle de la Société, au cours des dix (10) années précédant la date de la présente notice annuelle, n'a fait faillite, n'a fait de proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité ou n'a été poursuivi par ses créanciers, n'a conclu un concordat avec eux, n'a pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat avec eux ni ne s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite pour détenir ses biens, à l'exception de M. Craig Forman, qui a été directeur de Pages Jaunes pendant diverses périodes immédiatement avant l'annonce de la restructuration du capital de la Société le 23 juillet 2012 et sa mise en œuvre le 20 décembre 2012 et de M. Paul W. Russo, qui a été chef de la direction de Color Spot Holdings, qui a demandé la protection du *Chapter 11* au tribunal américain du Delaware le 29 mai 2018 ou d) aucun administrateur, aucun haut dirigeant de la Société ni aucun actionnaire détenant un nombre suffisant de titres de la Société pour avoir une incidence importante sur le contrôle de la Société : i) ne s'est vu imposer d'amendes ou de sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni

n'a conclu une entente à l'amiable avec celle-ci; ii) ne s'est vu imposer toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

Conflits d'intérêts

Aucun administrateur, dirigeant de Pages Jaunes ou autre initié de Pages Jaunes, ni aucune personne liée ces personnes ou membre du même groupe qu'elles ne se trouvent en situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel important avec la Société ou l'une de ses filiales.

INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT

Le texte qui suit est fourni conformément à l'Annexe 52-110A1 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « Règlement 52-110 »).

Charte du comité d'audit

La charte du comité d'audit est jointe à l'annexe A de la présente notice annuelle.

Composition du comité d'audit

En date des présentes, le comité d'audit est composé de Rob Hall (président), Kalpana Raina et Paul W. Russo.

M. Hall a été nommé membre du comité d'audit le 8 février 2018 tandis que M^{me} Raina et M. Russo ont été nommés membres de ce comité le 11 mai 2018.

Formation et expérience pertinentes

Tous les membres du comité d'audit sont considérés comme « indépendants » et possèdent des compétences financières au sens du Règlement 52-110. Plus particulièrement, tous les membres du comité d'audit : i) comprennent les principes comptables utilisés par la Société pour établir ses états financiers; ii) ont la capacité d'évaluer de manière générale l'application des principes comptables reliés à la comptabilisation des estimations, des produits à recevoir, des charges à payer et des provisions; iii) ont de l'expérience dans l'établissement, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles des questions dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société (ou ils ont déjà supervisé activement des personnes qui s'acquittent de pareilles tâches); iv) comprennent le contrôle interne et les procédures de communication de l'information financière. Le conseil est par conséquent d'avis que les membres du comité d'audit ont les connaissances et les compétences nécessaires à la supervision des contrôles et procédures de communication de l'information financière, des systèmes comptables et des contrôles internes sur l'information financière de la Société. Le tableau qui suit présente l'expérience des membres du comité d'audit.

Membre du comité	Compétences financières	Formation et expérience professionnelle pertinentes
Rob Hall	Oui	Rob Hall a été chef des finances de Hibu Group Limited, société offrant des services de marketing numérique et de publicité imprimée aux petites et moyennes entreprises de mars 2014 à juillet 2018, et il continue de siéger à son conseil d'administration. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de Swansea, au Royaume-Uni, et est comptable en management accrédité.
Kalpana Raina	Oui	M ^{me} Raina est directrice générale de 252 Solutions, LLC, société d'experts-conseils. Elle était auparavant vice-présidente directrice de la Bank of New York de 1988 à 2006. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'université McMaster ainsi que d'un diplôme de premier cycle et d'un diplôme d'études supérieures de l'université de Panjab, en Inde.
Paul W. Russo	Oui	M. Russo a été auparavant chef de la direction de Color Spot Holdings, Inc., vice-président directeur, Expansion des affaires de Hibu Group, et associé de Bain and Company. M. Russo est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'université de Californie, d'un MBA de la Harvard Business School et il détient le titre de PA.

En plus de leur expérience générale en affaires décrite ci-dessus, la formation et l'expérience pertinentes des membres du comité sont présentées dans les notices biographiques des administrateurs. Se reporter à la rubrique « Administrateurs et dirigeants de Pages Jaunes – Administrateurs – Notices biographiques ».

Encadrement du comité d'audit

Depuis le début de l'exercice qui s'est clos le 31 décembre 2018, aucune recommandation du comité d'audit visant la nomination ou la rémunération d'un auditeur externe n'a été refusée par le conseil d'administration de la Société.

Principal auditeur

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2016, 2017 et 2018, la Société a retenu les services de Deloitte s.r.l. (« Deloitte ») à titre de principal auditeur.

Politiques d'approbation

Le comité d'audit de Pages Jaunes a adopté une politique visant les services non liés à l'audit exécutés par Deloitte. Deloitte fournit des services d'audit à Pages Jaunes et est également autorisé à fournir des services précis afférents à l'audit et des services liés à la fiscalité. Par ailleurs, Deloitte peut fournir d'autres services, sous réserve, toutefois, de leur autorisation préalable par le président du comité d'audit et de la confirmation de son mandat par le comité d'audit lors de l'assemblée suivante. Cette politique interdit à Deloitte de fournir certains services, de manière à maintenir l'indépendance du cabinet.

Honoraires de l'auditeur externe

Le tableau suivant présente les honoraires approximatifs versés à Deloitte pour les catégories de services indiqués, pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 :

Catégories d'honoraires	2018 (\$)	2017 (\$)
Honoraires d'audit	1 260 000	1 358 000
Honoraires pour services liés à l'audit	70 000	194 000
Honoraires pour services fiscaux	302 000	265 000
TOTAL	1 632 000	1 817 000

Honoraires d'audit. Ce sont les honoraires versés pour l'audit des états financiers consolidés annuels de la Société et l'examen de ses états financiers trimestriels. Il s'agit aussi des honoraires pour les services qu'un auditeur indépendant fournit habituellement relativement aux obligations prévues par la loi, aux documents à déposer auprès des autorités de réglementation et aux missions semblables exécutées au cours de l'exercice, comme les lettres d'accord, les consentements et l'aide à l'examen de documents déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières. Les honoraires d'audit comprennent en outre les frais de traduction de divers documents d'information continue de la Société.

Honoraires pour services liés à l'audit. Ce sont les honoraires versés pour les services de certification et services connexes fournis par Deloitte qui ne sont pas compris dans les honoraires d'audit susmentionnés. Ces honoraires sont liés à des services non exigés par la loi. Il s'agissait essentiellement d'audits de régime de retraite des employés et d'autres mandats spéciaux approuvés par le comité d'audit.

Honoraires pour services fiscaux. Ces honoraires se divisent en deux catégories : i) conformité fiscale et honoraires de préparation; ii) conseils fiscaux et honoraires de planification et autres mandats spéciaux approuvés par le comité d'audit.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Deloitte est l'auditeur indépendant de la Société. La Société a été avisée qu'en date des présentes, les membres de Deloitte sont indépendants de la Société conformément aux règles du code de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À la connaissance de la Société, aucun de ses administrateurs ou hauts dirigeants, aucun actionnaire ayant la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, de plus de 10 % des actions à droit de vote de la Société ni aucune personne qui a des liens avec eux ou qui fait partie de leur groupe n'a ou n'a eu d'intérêt important, direct ou indirect, dans toute opération conclue au cours des trois derniers exercices ou de l'exercice courant qui a eu ou aura une incidence importante sur la Société ou ses filiales.

CONTRATS IMPORTANTS

À l'exception des contrats conclus dans le cours normal des affaires, les contrats importants conclus par Pages Jaunes, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, ou encore en vigueur, sont les suivants :

- la convention relative aux bons de souscription intervenu le 20 décembre 2012 entre la Société et la Compagnie Trust CIBC Mellon, prévoyant l'émission de 2 995 506 bons de souscription pouvant être exercés au prix de 28,16 \$ le bon de souscription en tout temps

jusqu'au 20 décembre 2022 au plus tard (se reporter à la rubrique « Structure du capital – Description des bons de souscription »);

- l'acte de fiducie intervenu le 20 décembre 2012 entre PJ, la Société, PJ Immobilier, YPG (USA) Holdings, Inc., Pages Jaunes Solutions numériques et médias, LLC, Compagnie Trust BNY du Canada et Bank of New York Mellon, prévoyant l'émission de débetures échangeables (se reporter à la rubrique « Structure du capital – Description des débetures échangeables »);
- l'acte de fiducie intervenu le 19 octobre 2017 entre PJ, en qualité d'émetteur, et Compagnie Trust BNY du Canada, en qualité de fiduciaire et d'agent responsable des biens affectés en garantie, et les cautions, prévoyant l'émission de nouveaux billets garantis de premier rang (se reporter à la rubrique « Structure du capital – Description des billets garantis de premier rang »);
- la convention d'échange intervenue le 20 décembre 2012 entre la Société, PJ et Compagnie Trust BNY Canada prévoyant, notamment, l'émission d'actions ordinaires du capital de la Société à l'échange des débetures échangeables conformément aux conditions de la convention relative aux débetures échangeables (se reporter à la rubrique « Structure du capital – Description des débetures échangeables »).

On peut trouver des exemplaires de tous les contrats importants susmentionnés sur SEDAR, à www.sedar.com.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

On peut trouver des renseignements supplémentaires relatifs à Pages Jaunes sur SEDAR, à www.sedar.com.

D'autres renseignements, concernant notamment la rémunération des administrateurs et des dirigeants et les prêts qui leur ont été consentis, les principaux porteurs des titres de Pages Jaunes et les titres autorisés à être émis aux termes de régimes d'actionariat figurent dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Société visant sa plus récente assemblée annuelle des actionnaires. On peut également trouver d'autres renseignements dans les états financiers consolidés et dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Pages Jaunes fournira un exemplaire des rapports de gestion et des états financiers annuels et trimestriels de la Société aux actionnaires de la Société qui en feront la demande auprès du secrétaire de la Société, 1751, rue Richardson, bureau 2300, Montréal (Québec), H3K 1G6.

ANNEXE A

RÈGLES du COMITÉ D'AUDIT (le « comité ») du CONSEIL D'ADMINISTRATION de PAGES JAUNES LIMITÉE

AUTORITÉ

La responsabilité principale de la communication de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information, des systèmes comptables et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de Pages Jaunes Limitée (la « Société ») incombe à la haute direction et est surveillée par le conseil d'administration (le « conseil »). Le comité est un comité permanent du conseil établi en vue d'aider ce dernier à exercer ses responsabilités à cet égard.

Le comité a libre accès au personnel, aux documents et aux auditeurs externes de la Société. Il disposera de toutes les ressources nécessaires à l'exercice de ses responsabilités. Dans l'exécution de son mandat, le comité étudiera, analysera et autorisera les activités de la Société comme il le jugera nécessaire. Pour l'aider dans l'exécution de ses fonctions, le comité peut retenir les services de conseillers externes aux frais de la Société. Il fixe et fait verser la rémunération de ces conseillers.

Aucune disposition des présentes règles n'ont pour objet d'augmenter la norme de responsabilité applicable à un administrateur de la Société ou à un membre du comité en vertu de la loi et des règlements. Malgré son mandat précis, le comité n'est pas obligé d'agir à titre d'auditeur, d'effectuer des audits, ni de déterminer si les états financiers de la Société sont complets et exacts.

Les membres du comité sont fondés à se fier, sauf indication contraire : i) à l'intégrité des personnes et organismes qui leur fournissent des renseignements, ii) à l'exactitude et à l'exhaustivité des renseignements fournis et iii) aux déclarations de la direction quant aux services non liés à l'audit fournis à la Société par les auditeurs externes. Les responsabilités de surveillance du comité ne sont pas établies pour que soit déterminé de manière indépendante i) que la direction a appliqué des principes appropriés en matière de comptabilité et de communication de l'information financière ou qu'elle a employé une procédure ou des mécanismes de contrôle interne appropriés ou ii) que les états financiers de la Société ont été préparés conformément Normes internationales d'information financière et, s'il y a lieu, que les audits ont été effectués conformément aux normes comptables canadiennes généralement reconnues.

STRUCTURE

1. Le comité est composé, comme l'exige le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, dans sa version éventuellement modifiée ou remplacée (le « Règlement 52-110 »), de trois administrateurs de la Société, qui sont tous (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) indépendants au sens de ce règlement. Un membre du comité est destitué automatiquement s'il cesse d'être un administrateur indépendant.
2. Chaque membre (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) doit avoir des compétences financières (définies dans le Règlement 52-110 comme la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société).

3. Aucun membre du comité ne peut siéger au comité d'audit de plus de trois sociétés ouvertes, y compris la Société, sauf si le conseil détermine que ces mandats simultanés ne nuisent pas à la capacité du membre de siéger de façon efficace au comité.
4. Aucun membre du comité n'est payé à titre personnel pour siéger au comité. Chacun touche uniquement une rémunération en qualité d'administrateur de la Société, notamment une rémunération raisonnable en qualité de membre du comité et les avantages habituels que reçoivent les autres administrateurs en cette qualité.
5. Le président du comité (le « président ») et les membres du comité sont nommés et sont destitués par voie de résolution du conseil, lequel tient compte des recommandations du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination. Ils demeurent en poste à compter de leur nomination jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires suivante ou jusqu'à la nomination de leur successeur. Le président doit être choisi parmi les membres du comité. Si le président du conseil remplit les autres critères d'admissibilité des présentes règles, il devient membre d'office du comité. Le secrétaire de la Société (ou son représentant) est secrétaire du comité. Les membres du comité peuvent être reconduits dans leurs fonctions à la fin de leurs mandats.
6. Toute vacance au comité est pourvue par voie de résolution du conseil, lequel tient compte de la recommandation du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination, conformément aux conditions de son mandat.
7. Le président assume les responsabilités suivantes :
 - 7.1. présider les réunions du comité;
 - 7.2. s'assurer que le comité est efficace et que ses membres travaillent en équipe de façon efficace et productive;
 - 7.3. s'assurer que le comité dispose du soutien administratif nécessaire pour effectuer son travail et remplir ses fonctions;
 - 7.4. assurer la liaison entre le comité et le conseil.
8. En cas d'incapacité d'agir du président ou du secrétaire du comité, selon le cas, le comité choisit un remplaçant parmi ses membres, qui agira à titre de président ou de secrétaire, selon le cas, uniquement à cette réunion.
9. Le comité se réunit au moins une fois chaque trimestre ou plus souvent au besoin. Tout membre du comité, son président, le chef de la direction ou le chef de la direction financière de la Société peut convoquer une réunion. Les réunions peuvent être tenues au téléphone ou par tout moyen de communication qui permet aux participants de communiquer entre eux de façon simultanée.
10. Lors de chaque réunion trimestrielle, le comité rencontre au besoin i) la direction, ii) l'auditeur interne, iii) les auditeurs externes et iv) tout autre employé interne ou conseiller externe dans le cadre de séances à huis clos distinctes. Lors de toute autre réunion, le comité tient une séance à huis clos.
11. Les dirigeants peuvent assister aux réunions du comité sur invitation afin de collaborer à la discussion et à l'examen des questions à l'étude par le comité.
12. Le quorum est atteint aux réunions du comité si deux membres sont présents. Les décisions et les recommandations du comité doivent être approuvées à la majorité des voix exprimées par les

membres présents à la réunion. Chaque membre, y compris le président du conseil, a droit à une seule voix. Le président ou le président du conseil n'a pas de voix prépondérante.

13. Les dispositions des statuts constitutifs et des règlements administratifs de la Société qui réglementent la procédure et les réunions régissent les réunions du comité.
14. Le président approuve l'ordre du jour des réunions et veille à la préparation adéquate et à l'envoi des documents nécessaires aux membres du comité assez à l'avance pour leur permettre de les étudier avant la réunion.
15. Le procès-verbal des réunions du comité d'audit rend compte avec précision des discussions et décisions importantes du comité, notamment des recommandations que le comité doit présenter au conseil. Il est distribué aux membres du comité, aux administrateurs, au chef de la direction, au chef de la direction financière et aux auditeurs externes de la Société.

RESPONSABILITÉS

Le comité exerce les fonctions énoncées dans les présentes règles ainsi que les autres fonctions nécessaires ou appropriées aux termes des lois et des règles boursières applicables, ou que le conseil lui délègue de temps à autre.

Information financière annuelle

1. Examiner les états financiers annuels audités et consolidés de la Société et les notes qui les accompagnent ainsi que le rapport des auditeurs externes, le rapport de gestion et le communiqué qui les concernent avant qu'ils soient rendus publics. Recommander leur approbation au conseil, après avoir consulté la direction et les auditeurs externes et s'être renseigné sur des questions comme la sélection des conventions comptables, les choix comptables importants, les comptes de régularisation et les estimations. Le comité demande à la direction de confirmer que ces états financiers ou cette information financière, ainsi que l'information financière figurant dans les documents annuels déposés par la Société, présentent à tous égards importants une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société à la date pertinente pour les périodes visées.
2. Examiner avec la direction et les auditeurs externes les conventions comptables, les changements proposés à celles-ci ainsi que les changements importants proposés aux politiques ou aux règlements en matière de valeurs mobilières, notamment en ce qui a trait aux méthodes et conventions comptables cruciales, aux autres manières de traiter l'information financière qui ont été discutées avec la direction, aux conséquences de leur utilisation, aux préférences des auditeurs externes et à toute autre communication importante avec la direction à ces égards. Étudier la communication et l'incidence des éventualités et le caractère raisonnable des provisions, réserves et estimations qui pourraient avoir une incidence importante sur la communication de l'information financière.
3. Examiner la planification et les résultats de l'audit mené par les auditeurs externes, notamment :
 - 3.1. la lettre de mission des auditeurs;
 - 3.2. la portée de l'audit, y compris quant à l'importance relative, aux rapports d'audit requis, aux risques de mission, aux échéanciers et aux dates limites;
 - 3.3. la lettre des recommandations adressée à la direction après la mission, le cas échéant, et la réponse de la direction à cette lettre;
 - 3.4. la forme du rapport d'audit.

États financiers intermédiaires

À l'occasion des réunions ordinaires du conseil, les responsabilités suivantes incombent au comité d'audit :

1. Examiner les états financiers consolidés résumés intermédiaires trimestriels, les notes qui les accompagnent, le rapport de gestion et les communiqués de presse connexes de la Société avant qu'ils soient rendus publics. Recommander leur approbation au conseil, après s'être renseigné à propos de la préparation de ces états auprès de la direction et des auditeurs externes. Le comité demande à la direction de confirmer que ces états financiers ou cette information financière, ainsi que l'information financière figurant dans les documents intermédiaires déposés par la Société, présentent à tous égards importants une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société à la date pertinente pour les périodes visées.
2. Examiner le choix des nouvelles conventions comptables et les décisions importantes en comptabilité qui surviennent au cours du trimestre.

Auditeurs externes

1. Approuver les services d'audit fournis par les auditeurs externes embauchés pour dresser un rapport d'audit ou un document connexe.
2. Le comité a le pouvoir de communiquer directement avec les auditeurs externes.
3. Surveiller directement le travail des auditeurs externes et discuter avec eux de la qualité, et non seulement du caractère acceptable, des conventions comptables de la Société, y compris i) toutes les méthodes et conventions comptables cruciales utilisées; ii) les autres manières de traiter l'information financière qui ont été discutées avec la direction, les conséquences de leur utilisation, les préférences des auditeurs externes ainsi que iii) toute autre communication écrite importante entre la Société et les auditeurs externes (y compris en ce qui concerne les différends entre les auditeurs externes et la direction concernant la communication de l'information financière et le règlement de ces différends).
4. Recommander les auditeurs qui seront nommés par la Société et examiner leurs compétences, leur rendement et leur indépendance.
5. Dresser la liste des services non liés à l'audit que les auditeurs externes peuvent fournir et la liste des services non liés à l'audit qu'il est interdit aux auditeurs externes de rendre. Tous les services non liés à l'audit doivent être approuvés préalablement par le comité ou, lorsqu'il n'est pas possible ou pratique de le faire, par le président du comité, et les mandats confiés sont confirmés par le comité à sa réunion régulière suivante.
6. Approuver le mode et le montant de la rémunération des auditeurs externes. En faire la recommandation au conseil.
7. S'assurer que les auditeurs externes aient toujours à rendre compte directement au comité et au conseil.
8. Examiner, au moins une fois par année, les compétences, le rendement et l'indépendance des auditeurs externes. Pour ce faire, le comité devrait procéder comme suit :
 - 8.1 obtenir et examiner (sous réserve des questions de confidentialité) un rapport des auditeurs externes de la Société décrivant : i) les mécanismes internes de contrôle de la qualité employés par les auditeurs externes; ii) les questions importantes soulevées lors du dernier examen interne

des mécanismes de contrôle de la qualité des auditeurs externes ou du dernier examen des auditeurs externes réalisé par des pairs, ou soulevées par une enquête des autorités gouvernementales ou d'un ordre professionnel au cours des cinq années antérieures à propos d'un audit indépendant mené par les auditeurs externes, et toutes les mesures prises pour régler ces questions; iii) les renseignements permettant d'évaluer l'indépendance des auditeurs et tous les liens entre l'auditeur externe et la direction ou les employés de la Société;

- 8.2 s'assurer que l'associé responsable de la mission d'audit change conformément aux règles de pratique et aux autres exigences qui s'appliquent aux auditeurs externes;
 - 8.3 confirmer auprès de tout auditeur externe indépendant dont les services ont été retenus pour un exercice donné que l'associé responsable de l'exécution ou de la coordination de la mission d'audit (à qui incombe principalement la responsabilité de l'audit) ou que l'associé responsable de l'examen de l'audit n'a pas audité la Société pendant une période couvrant plus de sept ans au total, ou si tel est le cas, que ce rôle n'a pas été repris ou pris en charge avant que cinq ans additionnels ne se soient écoulés.
9. Établir des politiques d'embauche claires concernant les associés, employés et anciens associés et employés des auditeurs externes de la Société et les passer en revue. Aucun cabinet d'experts-comptables ne peut fournir de services d'audit à la Société si le chef de la direction, chef de la direction financière, chef de la comptabilité, contrôleur ou dirigeant occupant un poste équivalent était employé par ce cabinet et a participé à l'audit de la Société au cours de l'année précédant le début de l'audit en cours.
 10. Examiner avec les auditeurs externes les problèmes ou difficultés d'audit et les mesures prises par la direction à cet égard. Résoudre tout différend entre la direction et les auditeurs externes quant à la communication de l'information financière.

Autres données financières publiques

1. Examiner les données financières contenues dans la notice annuelle, le rapport annuel, la circulaire de sollicitation de procurations de la direction, les prospectus, les communiqués de presse et autres documents comprenant des données financières semblables et recommander leur approbation au conseil avant leur communication au public ou leur dépôt auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes ou autres autorités en valeurs mobilières compétentes.
2. S'assurer de la validité des mécanismes visant à garantir la fiabilité des autres documents publics d'information comprenant des données financières auditées et non auditées en consultant la direction à ce sujet.
3. Mettre en place les procédures pertinentes aux fins de l'examen des données financières rendues publiques par la Société, tirées ou dérivées des états financiers, et évaluer périodiquement la pertinence de ces procédures.

Systèmes d'information de gestion et contrôles internes

1. Examiner, surveiller et évaluer la fiabilité, la qualité et l'intégrité des systèmes d'information de gestion et des contrôles internes de la Société, en consultant la direction et en prenant connaissance des rapports de la direction, des auditeurs internes et auditeurs externes à ce sujet.
2. Examiner les procédures relatives aux attestations périodiques par le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société concernant les communications financières, l'existence

d'irrégularités importantes sur le plan de la conception ou de l'exécution des contrôles internes qui pourraient avoir des incidences défavorables sur l'inscription, le traitement, le résumé et la communication des données financières, ainsi que les changements importants aux contrôles internes ou au contexte dans lequel ces contrôles ont lieu, notamment la correction d'irrégularités et de faiblesses importantes.

3. Demander l'exécution d'une mission précise ou d'un examen particulier (p. ex. concernant le respect des politiques en matière de conflits d'intérêts).
4. Examiner au besoin l'incidence d'une intervention réglementaire ou comptable, ou de toute autre opération, qui pourrait avoir un effet ou par ailleurs une incidence importante sur la structure financière ou organisationnelle de la Société, notamment les éléments hors bilan.
5. Examiner toute lacune dans les mécanismes de contrôle révélée par les auditeurs externes et les mesures prises par la direction à ce sujet.
6. Examiner au moins une fois par année les politiques d'évaluation et de gestion des risques de la Société, notamment les politiques de couverture par la réalisation d'opérations sur dérivés, et veiller à ce que des mesures raisonnables soient prévues afin d'en assurer la surveillance.
7. Établir une procédure pour la réception, la conservation et le traitement des plaintes ou communications de préoccupations reçues par la Société concernant des questions de comptabilité, de contrôles comptables internes ou d'audit qui assure notamment la confidentialité et l'anonymat des dénonciations d'employés préoccupés par des pratiques de comptabilité ou d'audit douteuses.

Auditeur interne

1. Examiner et approuver la nomination de l'auditeur interne, protéger et promouvoir son indépendance.
2. Superviser de façon générale les fonctions, les responsabilités et le rendement de l'auditeur interne.
3. Examiner et approuver le budget, la rémunération et les ressources de l'auditeur interne.
4. Examiner les rapports rédigés par l'auditeur interne ainsi que le plan d'audit interne.
5. Examiner les recommandations importantes pertinentes que l'auditeur interne présente dans ses rapports au comité, en discuter avec la direction et recevoir les rapports de suivi portant sur les mesures prises relativement aux recommandations.
6. Le comité a le pouvoir de communiquer directement avec l'auditeur interne.

Rapports de conformité

1. Faire rapport au moins une fois par année au conseil à l'égard de la supervision des questions suivantes et de la réception de certificats émanant de la direction qui en confirment le respect :
 - 1.1. les clauses restrictives des contrats de prêts;
 - 1.2. les retenues, déductions et paiements prescrits;
 - 1.3. les normes d'éthique commerciale;

1.4. les lois, règles et règlements de toutes les commissions en valeurs mobilières canadiennes ou autres autorités de réglementation semblables, ainsi que les lois, règles et règlements régissant les bourses où les titres de la Société sont cotés ou émanant de ces bourses;

1.5. les lois et règlements régissant l'exploitation de la Société.

Questions relatives aux retraites

1. Surveiller l'administration et le fonctionnement général du régime de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées et du régime de retraite à cotisations déterminées de Pages Jaunes pour les employés du Québec exclusivement (collectivement, le « régime de retraite ») et des fonds connexes (le « Fonds ») pour le compte du conseil d'administration de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée (le « conseil de la Société »), compte tenu des recommandations du comité de retraite, selon le cas.
2. Nommer les membres d'un comité de gestion (le « comité de retraite ») et déléguer à ce comité toutes les responsabilités qui, de l'avis du comité, touchent des questions de fonctionnement et concernent l'administration et l'investissement du régime de retraite et du Fonds, y compris l'autorité sur les questions de fonctionnement visées par les contrats se rattachant au régime de retraite et au Fonds.
3. Examiner les modifications apportées au régime de retraite et présenter des observations ou faire des recommandations au conseil de GPJ.
4. Examiner annuellement les objectifs de financement du régime de retraite et présenter des observations ou faire des recommandations au conseil de GPJ.
5. Examiner les évaluations actuarielles dressées par l'actuaire relativement au régime de retraite et au Fonds et présenter des observations ou faire des recommandations au conseil de GPJ.
6. Examiner les rapports du comité de retraite, y compris ceux concernant l'administration quotidienne du régime de retraite et du Fonds, les procédures de supervision et de surveillance connexes (le « système de contrôle ») et l'investissement du Fonds, et présenter des observations ou faire des recommandations au conseil de GPJ.
7. Au moins chaque année, examiner la liste des politiques et procédures de placement (la « politique de placement ») du Fonds et présenter des observations ou faire des recommandations au conseil de GPJ.
8. Examiner tous les états financiers du Fonds et faire des recommandations au conseil de GPJ à cet égard.
9. Examiner la structure de gouvernance du régime de retraite et du Fonds et présenter des observations ou faire des recommandations au conseil de GPJ.
10. Commenter ou recommander la nomination (y compris sa durée et les changements qui y sont apportés) ou la destitution d'une personne qui fournit des services relatifs au régime de retraite et au Fonds, notamment des agents d'administration des prestations, des agents de financement, l'actuaire, l'auditeur du Fonds, des gestionnaires de placement (y compris un changement à la répartition de l'actif géré par chacun de ces gestionnaires de placement) et tous les autres conseillers.
11. De façon périodique, selon ce que détermine le comité, obtenir du comité de retraite l'assurance i) que le régime de retraite et le Fonds sont administrés et investis conformément au libellé du régime de

retraite, aux arrangements contractuels applicables, à la politique de placement applicable et aux lois applicables; et ii) qu'on adhère au système de contrôle et qu'aucune violation importante n'a été constatée.

12. Faire rapport au conseil de GPJ, au moins trimestriellement, à l'égard de l'administration du régime de retraite et du Fonds et des activités du comité de retraite et du comité relatives au régime de retraite et au Fonds.

Autres responsabilités

1. Examiner le caractère adéquat de la couverture d'assurance.
2. Examiner le caractère adéquat du financement de la Société, y compris les conditions et modalités.
3. Superviser toute enquête sur les fraudes, les actes illégaux ou les conflits d'intérêts et le mécanisme de déclaration de problèmes prévu aux termes de la politique sur la déclaration de problèmes.
4. Discuter avec les conseillers juridiques de la Société de l'état des litiges en instance ou imminents, des réclamations ou d'autres éventualités et du caractère adéquat de l'information communiquée à cet égard.
5. Examiner tous les documents relatifs aux opérations entre parties liées.
6. Préparer et examiner les documents d'information concernant le comité éventuellement exigés par le Règlement 52-110.

Rapports

1. Après chaque réunion, faire rapport au conseil, par l'entremise du président, des discussions et décisions importantes du comité et indiquer si les résolutions ont été approuvées à l'unanimité ou non. À cet égard, le procès-verbal des réunions du comité est distribué aux autres membres du conseil et mis à leur disposition.
2. Examiner et évaluer tous les deux ans, ou plus souvent au besoin, le mandat du comité et recommander d'éventuels changements au conseil. Le comité s'assure que des mécanismes sont en place afin d'évaluer chaque année son rendement et son efficacité conformément au processus élaboré par le comité de gouvernance d'entreprise et de nomination et approuvé par le conseil.

Approuvé par le conseil de la Société le 20 décembre 2012

Dernière révision : le 6 novembre 2017